

État de l'économie des métropoles

Mai 2022



CCI METROPOLITAINES
Association des CCI Métropolitaines

Préambule



Association des CCI métropolitaines

Alsace Eurométropole, Bordeaux Gironde, Côte-d'Or Dijon Métropole, Grenoble, Hérault, Ile-et-Vilaine, Lyon, Métropole Saint-Étienne Roanne, Métropolitaine Aix Marseille Provence, Métropolitaine Bretagne Ouest, Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle, Moselle Métropole Metz, Nantes Saint-Nazaire, Nice Côte d'Azur, Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole, Rouen Métropole, Toulouse Haute-Garonne, Var.

Crise : Manifestation brusque et intense, de durée limitée d'un état ou d'un comportement, pouvant entraîner des conséquences néfastes.

En cette fin d'année 2021, les économies des territoires des CCI métropolitaines affichaient pour la plupart, une activité et un marché de l'emploi solides. Les Métropoles peuvent toujours compter sur leur force : un tissu économique diversifié, international, innovant et résilient ; ainsi que sur l'attractivité toujours présente des grands pôles urbains.

À fin 2021, la consolidation observée en début d'année se poursuit, les préoccupations des chefs d'entreprise étant le plus souvent liées à la surchauffe de l'économie et à l'anticipation de la sortie de crise (et du remboursement du PGE).

Mais voilà, nous semblons être entrés dans l'ère de la « permacrise » : réchauffement climatique, mur démographique, crise sanitaire, guerre, inflation... Néologisme facile, mais attention au risque de n'être que spectateur du problème, en se disant qu'on n'y peut rien.

Crise, du grec krisis : Action ou faculté de choisir.

Les crises se superposant, il faut aujourd'hui envisager de les gérer dans la durée, d'apporter des réponses, des accompagnements dans un environnement en mouvement constant.

Pendant ces deux dernières années, les entreprises ont montré leur capacité à s'adapter, à déployer de nouveaux produits, à mettre en place de nouvelles façons de travailler.

Les CCI métropolitaines également, en s'adaptant aux différentes contraintes pour répondre rapidement aux besoins des entreprises et des territoires.

Les enjeux pour 2022 : sécuriser les approvisionnements, attirer et fidéliser les talents, préserver le tissu économique, maintenir la confiance.



Créée en 2007, l'Association des CCI métropolitaines françaises réunit 17 CCI qui représentent 1,1 million d'entreprises employant 4,9 millions de salariés et acteurs économiques.

Identifiées comme interlocuteurs privilégiés des entreprises, les CCI métropolitaines ont répondu à 220 000 sollicitations en lien avec la crise sanitaire.

Les cellules, qu'elles soient de crise, d'urgence, d'écoute, d'accompagnement ou d'aide, ont permis aux chefs d'entreprises de ne pas rester isolés face à l'urgence de la situation.

Nouvelle crise et nouvelles interventions des CCI, les réseaux des Chambres de commerce et d'industrie (CCI), des Chambres de métiers et de l'artisanat (CMA) et les Chambres d'agriculture (CA) se mobilisent pour informer, conseiller et accompagner les entreprises dont l'activité est impactée par cette guerre : approvisionnement, coût de l'énergie, cyber sécurité...



Fin 2021 : une reprise solide, mais entravée par les pénuries

Au 2^e semestre 2021, **le redémarrage se poursuit et se consolide pour les territoires des CCI métropolitaines.**

La reprise se conforte pour ce 2^e semestre 2021, avec, selon les différents territoires des CCI métropolitaines, de 24% à 65% des chefs d'entreprise interrogés qui indiquent, lors de la dernière enquête de conjoncture, une **progression de l'activité**, estimée en moyenne à 11%. **L'amélioration est perceptible dans tous les secteurs**, toutefois la situation de **l'hôtellerie-restauration, et plus globalement celle de la filière événementielle, reste difficile. Une reprise, mais entravée** par des pénuries de matières premières et/ou de candidats.

Le marché du travail raccroche les wagons avec un volume de salariés qui a dépassé **son niveau d'avant crise et rattrapé le retard accumulé en 2020**. Le nombre de demandeurs d'emploi reste en recul, mais une forme de précarité paraît se développer.

Au niveau de la création d'entreprises, 2021 est **une nouvelle année record** avec plus de 1 million de créations au niveau national, dont 450 000 pour les territoires des CCI. La fin d'année et les premiers chiffres 2022 semblent toutefois montrer un ralentissement de cette dynamique, avec une **tendance à la normalisation**.

Concernant les défaillances, **aucun tsunami des faillites n'est en vue**. On note cependant, fin 2021/début 2022, l'amorce d'un phénomène de « rattrapage », qui devrait rester limité grâce au plan de résilience.

Le secteur du BTP souffre des **tensions inflationnistes sur les coûts de production** (+7,6% pour l'index général tous travaux entre la fin 2020 et la fin 2021), **qui pèsent sur l'activité**. On note un net redressement des autorisations de logements et une dynamique plus timide pour les locaux mais qui ne permet pas encore de récupérer les pertes de 2020.

Le transport aérien poursuit son lent rétablissement, mais reste encore loin de son niveau de 2019 avec en particulier un trafic international qui peine à redémarrer.

Concernant les échanges internationaux, le rebond se poursuit en valeur, boosté par les effets inflationnistes.



2022 : de Charybde en Scylla ?

Le 1^{er} semestre 2022 s'annonçait globalement positif, même si teinté d'une grande prudence par les tensions inflationnistes et les difficultés de recrutement : selon les enquêtes de conjoncture menées par les CCI métropolitaines, 17% à 41% des chefs d'entreprise anticipaient une progression de leur activité pour ce début d'année.

Les raisons d'espérer étaient nombreuses : une perspective de sortie de la crise sanitaire, une économie solide, des entreprises résilientes, **une progression de l'activité** et une attractivité des métropoles toujours présente.

Les **effets négatifs** étaient pour la plupart liés à la « surchauffe » de l'économie mondiale : **problèmes d'approvisionnement, hausse du cours des matières premières, difficultés de recrutement**, inquiétudes sur l'impact financier de la crise sanitaire, sur la fin du « quoiqu'il en coûte », sur le remboursement du PGE...

Toutefois, le 24 février, une partie de cette confiance a été sapée par l'invasion de l'Ukraine, accélérant le **processus d'attentisme et de grande prudence** des chefs d'entreprise.

Les impacts directs pour les entreprises des CCI métropolitaines sont globalement faibles : seules 200 entreprises ont une filiale ou un actionnaire dans l'un des trois principaux pays belligérants et cela ne représente que 2 à 3% des échanges de marchandises au niveau global des CCI métropolitaines.

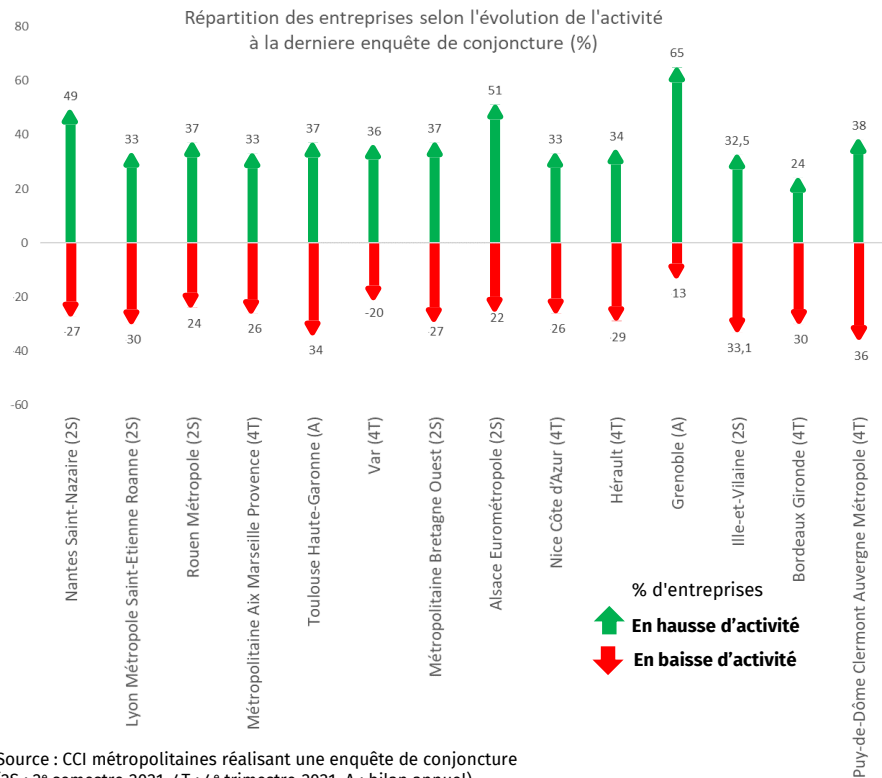
Mais les effets indirects sont importants :

- **71% à 88% des chefs d'entreprise se disent impactés par cette guerre ou anticipent un impact à court terme selon les territoires**, avec en premier lieu une **hausse des prix de l'énergie** qui touche 2/3 des entreprises ;
- Flambée des prix des **matières premières et difficultés d'approvisionnement** en produits finis ou semi-finis ;
- Impact du prix de l'énergie sur les coûts de transport ;
- **Impact sur le moral des ménages, et donc la consommation** (-1,3% au 1^{er} trimestre selon l'INSEE).

La guerre en Ukraine devrait impacter le PIB français de 0,5 à 1 point en 2022 selon les dernières estimations de la Banque de France (*mars 2022*).



2^e semestre 2021 : le rebond se confirme - 1/2



Pour cette fin d'année, le rebond des économies métropolitaines se confirme avec, selon les territoires des CCI, de 24% à 65% des chefs d'entreprise interrogés qui enregistrent une progression de leur activité (dernière enquête de conjoncture). Cette hausse d'activité est estimée en moyenne à 11%.

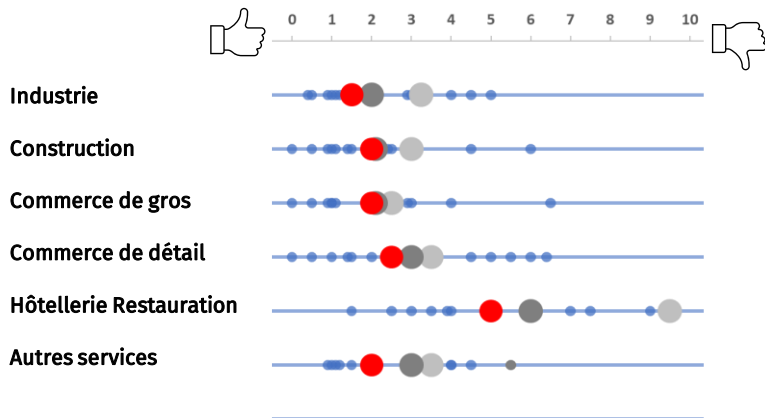
56% des CCI métropolitaines estiment l'évolution des effectifs en hausse ; 44% l'estiment stable.

En lien avec cette amélioration de l'activité, une majorité de CCI métropolitaines (69%) indiquent une stabilisation ou une progression de la trésorerie.

Même constat pour l'investissement : stable ou en hausse pour 3/4 des CCI métropolitaines.



Comment évaluez-vous l'impact de la crise « Covid » sur les entreprises de votre territoire au 2^e semestre 2021



Échelle de 0 : pas d'impact à 10 : très impactant.

Note de lecture : Chaque point bleu représente le positionnement de chaque CCI métropolitaine, un décalage a été introduit pour les réponses identiques.

Le point médian au 2^e semestre 2021 est en rouge ; le point gris foncé donne la valeur du 1^{er} semestre 2021 et le point gris clair, la valeur de référence 2020

Au fil du temps, l'impact du Covid se fait de moins en moins sentir : adaptation et reflux se conjuguent pour un retour à une certaine normalité.

L'essentiel de l'amélioration a été observé au 1^{er} semestre, le second confirmant la tendance à la consolidation.

Pour ce 2^e semestre 2021, si la crise « Covid » impacte encore l'activité économique, l'amélioration de la situation est perceptible pour tous les secteurs.

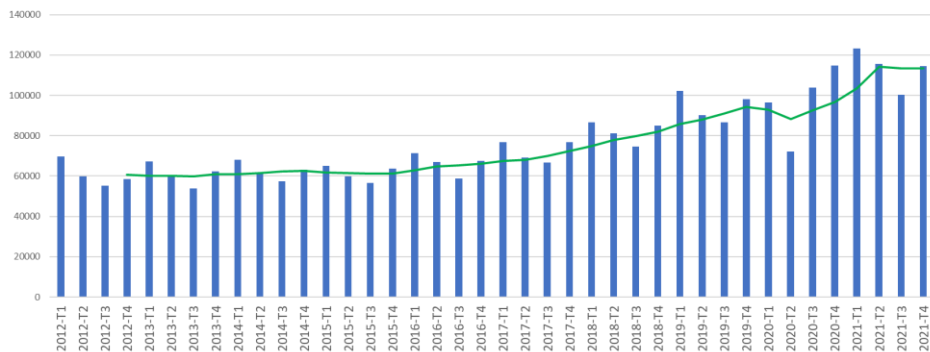
- Le secteur industriel n'est que faiblement impacté par la crise « Covid ». Il souffre davantage du choc inflationniste lié au redémarrage rapide de l'économie que des problématiques sanitaires.
- La situation de l'hôtellerie-restauration et plus globalement la filière événementielle, restent les plus fortement impactés par la crise sanitaire.

Encore une fois, l'un des enseignements de cette crise sanitaire est qu'elle est peu comparable à une crise économique avec, selon les territoires, les secteurs d'activités, les métiers, des impacts différenciés.

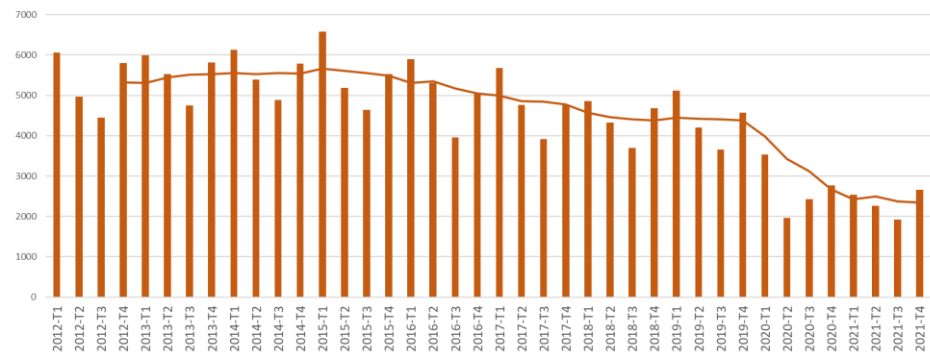


2021 : vers une normalisation de la démographie d'entreprises

Créations d'entreprises par trimestre
Territoires des CCI métropolitaines



Défaillances d'entreprises par trimestre
Territoires des CCI métropolitaines



2021 se termine par un nouveau record de **création d'entreprises** : plus de 1 million au niveau national, dont 450 000 pour les territoires des CCI métropolitaines. Une hausse portée essentiellement par les entreprises individuelles et les microentreprises ; un statut souvent réclamé par les plateformes de livraison ou de transport. On note toutefois un début de normalisation sur le deuxième semestre.

Au niveau des **défaillances**, malgré l'abandon progressif des dispositifs de soutien – certains étant reconduits dans le plan de sortie de crise - les chiffres 2021 restent inférieurs à ceux observés en 2020 (et 2019). L'amorce d'un phénomène de « rattrapage » est légèrement perceptible en fin d'année et les premiers chiffres de 2022 semblent confirmer cette tendance à une remontée des défaillances.

Mais à ce stade, le nombre de défaillances reste encore très éloigné de celui observé avant le Covid et il s'agit plus d'une, lente, normalisation des radiations, qui devrait encore rester limitée cette année grâce au plan de résilience.

On note toutefois des inquiétudes pour les entreprises :

- créées juste avant la pandémie et qui n'ont pas eu le temps de développer une activité, en particulier dans les secteurs les plus touchés par la crise sanitaire (restauration, commerce...);
- les plus touchées par la hausse des prix de l'énergie ou les pénuries de matériaux, qui empêchent d'honorer les contrats et rognent les marges.



2^e semestre 2021 : données détaillées de la démographie

Créations et défaillances d'entreprises au 2e semestre 2021/2S20

		Créations		Défaillances	
Alsace Eurométropole	Bas-Rhin	7 750	4,8%	150	-49%
Alsace Eurométropole	Haut-Rhin	4 127	-3,9%	125	-37%
Bordeaux Gironde	Gironde	15 461	0,9%	311	-12%
Métropole de Bourgogne	Côte-d'Or	3 304	-4,0%	100	-6%
Métropole de Bourgogne	Saône et Loire	2 706	-2,2%	125	0%
Grenoble	Isère	9 340	-1,5%	232	-15%
Hérault	Hérault	11 332	-0,5%	275	-20%
Ille-et-Vilaine	Ille-et-Vilaine	6 697	2,2%	149	-6%
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Rhône	19 063	-6,8%	435	0%
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Loire	5 020	-0,9%	136	-1%
Métropolitaine Aix-Marseille-Provence	Bouches-du-Rhône	19 997	4,8%	680	8%
Métropolitaine Bretagne Ouest	Finistère	4 697	12,6%	127	-32%
Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle	3 885	-3,3%	128	9%
Moselle Métropole Metz	Moselle	5 321	2,9%	137	-25%
Nantes Saint-Nazaire	Loire-Atlantique	10 092	3,4%	238	-1%
Nice Côte d'Azur	Alpes-Maritimes	12 503	0,0%	402	-29%
Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole	Puy-de-Dôme	3 874	0,0%	119	17%
Rouen Métropole	Seine-Maritime	6 600	-7,1%	189	-10%
Toulouse Haute-Garonne	Haute-Garonne	12 715	-5,6%	249	12%
Var	Var	9 563	1,0%	269	-19%
Ensemble CCI métropolitaines		174 047	-0,4%	5 529	-15%
Paris		40 576	-7,3%	953	-25%
Autres territoires France métr.		280 353	-3,8%	6 996	-1%

Source : traitement CCIAMP d'après données INSEE

Association des CCI métropolitaines

À noter :

La mesure de l'évolution des créations et des défaillances reste encore perturbée par les « effets de base » ; la comparaison est à relativiser du fait d'une période encore fortement marquée par la crise sanitaire.

Pour les territoires où les défaillances sont en progression au 2^e semestre 2021, on reste encore loin des niveaux observables avant crise.



2^e semestre 2021 : BTP - Logement, net redressement

		Logements	
		2S20/2S19	2S21/2S20
Alsace Eurométropole	Bas-Rhin	19%	-2%
Alsace Eurométropole	Haut-Rhin	11%	33%
Bordeaux Gironde	Gironde	-9%	12%
Métropole de Bourgogne	Côte-d'Or	-26%	26%
Métropole de Bourgogne	Saône et Loire	6%	13%
Grenoble	Isère	-4%	18%
Hérault	Hérault	-7%	9%
Ile-et-Vilaine	Ile-et-Vilaine	-10%	29%
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Rhône	-1%	-4%
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Loire	3%	37%
Métropolitaine Aix-Marseille-Provence	Bouches-du-Rhône	-9%	7%
Métropolitaine Bretagne Ouest	Finistère	20%	19%
Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle	33%	31%
Moselle Métropole Metz	Moselle	16%	18%
Nantes Saint-Nazaire	Loire-Atlantique	-8%	17%
Nice Côte d'Azur	Alpes-Maritimes	0%	-19%
Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole	Puy-de-Dôme	0%	21%
Rouen Métropole	Seine-Maritime	-15%	0%
Toulouse Haute-Garonne	Haute-Garonne	-17%	23%
Var	Var	-19%	-11%
Ensemble CCI métropolitaines		-4%	12%
Paris		-11%	-9%
Autres territoires France métro.		-6%	17%

De juillet à décembre 2021 les enregistrements d'autorisations de construction de logements, à date de prise en compte, s'élèvent à plus de 8 millions de m² sur les territoires des CCI métropolitaines, soit +12% par rapport au 2^e semestre 2020.

Le 2^e semestre 2021 confirme ainsi le net redressement par rapport à 2020, mais reste affecté par la crise sanitaire.

Pour une majorité des territoires des CCI métropolitaines, le niveau d'autorisations confirme le retour à des niveaux d'avant crise (seuls deux départements ont encore un retard notable).

Le déficit observé au 2^e semestre 2020, environ 2 millions de m² pour les départements des CCI métropolitaines, n'a pas été récupéré. S'y rajoute la hausse des coûts de production qui continue de s'accroître.



2^e semestre 2021 : BTP – Locaux, un rebond encore partiel

Evolution des surfaces autorisées, 2e semestre 2019/2020/2021

		Locaux	
		2S20/2S19	2S21/2S20
Alsace Eurométropole	Bas-Rhin	↑ 37%	↗ 10%
Alsace Eurométropole	Haut-Rhin	→ 0%	↑ 203%
Bordeaux Gironde	Gironde	↓ -19%	↗ 7%
Métropole de Bourgogne	Côte-d'Or	↓ -26%	↑ 26%
Métropole de Bourgogne	Saône et Loire	↗ 6%	↑ 13%
Grenoble	Isère	↑ 11%	↑ 18%
Hérault	Hérault	→ -2%	↗ 10%
Ille-et-Vilaine	Ille-et-Vilaine	↓ -12%	↓ -18%
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Rhône	↗ 3%	↓ -3%
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Loire	↓ -54%	↑ 29%
Métropolitaine Aix-Marseille-Provence	Bouches-du-Rhône	↓ -24%	↑ 22%
Métropolitaine Bretagne Ouest	Finistère	↓ -10%	↓ -4%
Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle	↑ 289%	↓ -13%
Moselle Métropole Metz	Moselle	↗ 8%	↑ 66%
Nantes Saint-Nazaire	Loire-Atlantique	↓ -44%	↑ 23%
Nice Côte d'Azur	Alpes-Maritimes	↓ -15%	↑ 17%
Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole	Puy-de-Dôme	↓ -32%	↑ 17%
Rouen Métropole	Seine-Maritime	↑ 31%	↓ -22%
Toulouse Haute-Garonne	Haute-Garonne	↓ -14%	↗ 6%
Var	Var	↑ 15%	↑ 27%
Ensemble CCI métropolitaines		↓ -9%	↑ 12%
Paris		↓ -3%	↓ -28%
Autres territoires France métro.		↓ -6%	↗ 9%

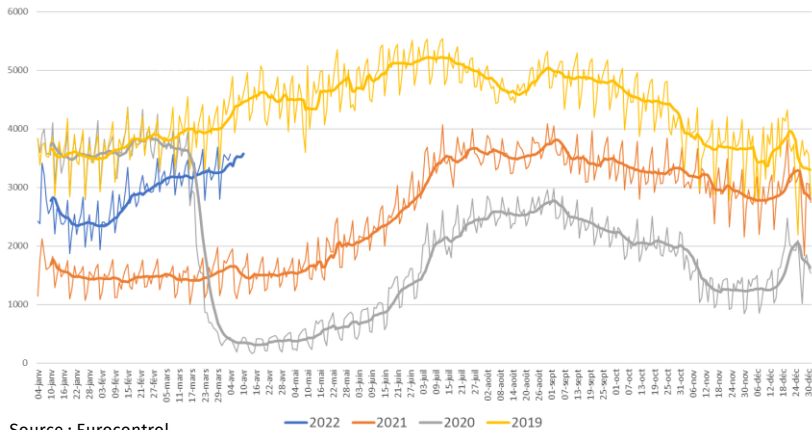
De juillet à décembre 2021, les enregistrements d'autorisations de construction de locaux, à date de prise en compte, s'élèvent à 7,3 millions de m² sur les territoires des CCI métropolitaines, soit +12% par rapport au 2^e semestre 2020.

Si la progression est notable, le niveau moyen de cet indicateur, pour l'ensemble des départements des CCI métropolitaines, reste encore en deçà de son niveau d'avant crise (de l'ordre de 10%).



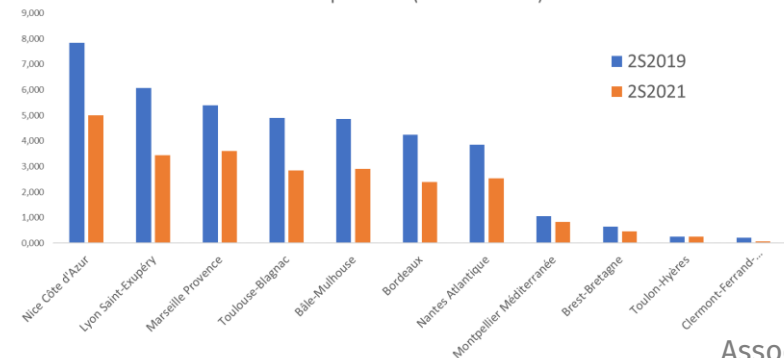
2^e semestre 2021 : le transport aérien se rapproche de son niveau d'avant crise

Nombre de vols - France



Source : Eurocontrol

Evolution du nombre de passagers sur les principaux aéroports des CCI métropolitaines (millions de Pax)



Source : CCI métropolitaines, tendanCIEL, Aéroports

Selon les données de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale), au niveau mondial, en 2021, deux fois moins de personnes ont pris l'avion qu'en 2019 : 2,3 milliards en 2021 vs 4,5 milliards de passagers en 2019.

Pour 2022, l'OACI envisage des scénarios oscillant entre -26% et -31% de passagers par rapport à 2019.

Avec une bonne période estivale, la reprise se poursuit au 2^e semestre 2021, le trafic global des principaux aéroports des CCI métropolitaines ayant diminué de -38% par rapport à la même période en 2019 (contre -79% au 1^{er} semestre).

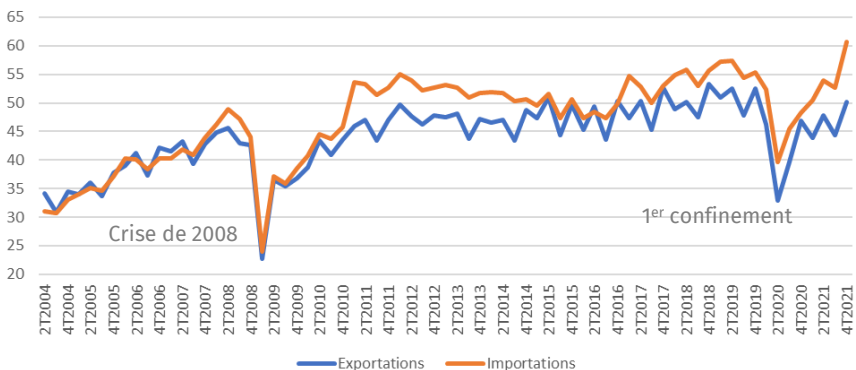
Le trafic international reste le plus marqué par la crise du Covid et par les mesures de restriction des voyages.

Les difficultés industrielles de l'aérien ont un impact direct sur certains territoires des CCI métropolitaines, fortement spécialisés dans ce secteur : Toulouse, Nantes, Bordeaux et dans une moindre mesure Aix-Marseille-Provence qui profite d'un positionnement plus favorable sur le marché des hélicoptères.



2^e semestre 2021 : reprise des échanges et rebond inflationniste

Evolution des échanges de biens en valeur sur les territoires des CCI métropolitaines- Milliards d'euros

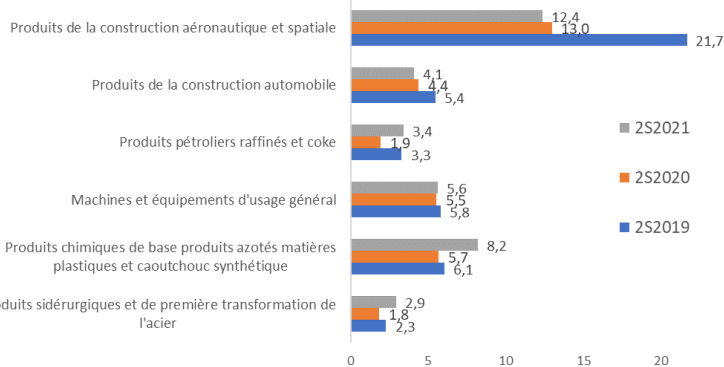


En 2020, avec le 1^{er} confinement, les exportations des territoires des CCI métropolitaines s'étaient fortement contractées au 1^{er} semestre, puis avaient rebondi au 2^e semestre. La fin de l'année 2020 s'était soldée par un recul, en valeur, de -18,9%, avec un secteur particulièrement impacté, celui de l'aéronautique.

Pour 2021, on observe une progression des exportations en valeur de +12,4% par rapport à 2020, mais qui ne permet pas encore de retrouver le niveau moyen d'avant crise.

Concernant plus spécifiquement le 2^e semestre 2021 on note pour les territoires des CCI métropolitaines, une progression de +21,1% des importations en valeur et de +9,2% des exportations.

Evolution des exportations pour quelques produits stratégiques
Territoires des CCI métropolitaines - Milliards d'euros



Ces progressions résultent en partie d'effets inflationnistes avec une hausse des prix sur les produits énergétiques, les matières premières (bois, métaux, céréales, etc.) et les biens manufacturés.

Parmi les produits les plus exportés, en valeur, sur les territoires des CCI métropolitaines, ceux de la construction aéronautique et de la construction automobile peinent à retrouver leur niveau d'avant crise.



2^e semestre 2021 : données détaillées sur les échanges

Evolution des échanges de biens en valeur entre le 2e semestre 2020 et le 2e semestre 2021

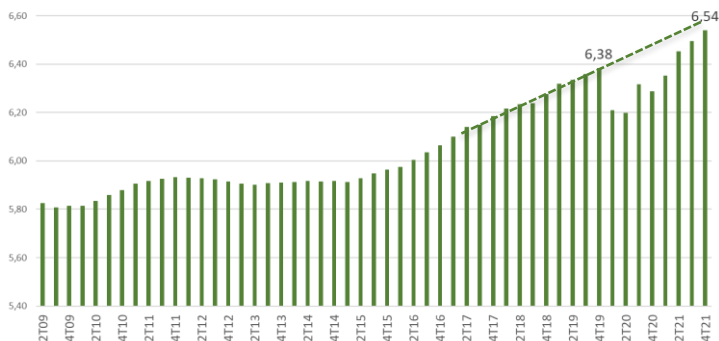
		Importations	Exportations
Alsace Eurométropole	Bas-Rhin	↗ 8,7%	→ 3,7%
Alsace Eurométropole	Haut-Rhin	↗ 9,6%	→ -1,6%
Bordeaux Gironde	Gironde	↑ 18,5%	↑ 34,9%
Métropole de Bourgogne	Côte-d'Or	↗ 10,5%	↗ 9,7%
Métropole de Bourgogne	Saône et Loire	↑ 19,6%	↗ 12,5%
Grenoble	Isère	↗ 9,6%	→ -4,2%
Hérault	Hérault	↑ 21,8%	↗ 9,3%
Ille-et-Vilaine	Ille-et-Vilaine	↗ 7,6%	→ -5,4%
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Rhône	↗ 10,4%	↗ 11,9%
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Loire	↗ 14,1%	→ 5,1%
Métropolitaine Aix Marseille Provence	Bouches-du-Rhône	↑ 50,3%	↑ 32,8%
Métropolitaine Bretagne Ouest	Finistère	↑ 22,1%	↗ 9,9%
Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle	↘ -6,1%	↑ 19,4%
Moselle Métropole Metz	Moselle	→ 1,4%	↗ 9,7%
Nantes Saint-Nazaire	Loire-Atlantique	↑ 30,5%	↗ 11,9%
Nice Côte d'Azur	Alpes-Maritimes	→ -0,6%	↗ 8,9%
Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole	Puy-de-Dôme	↗ 9,9%	↗ 6,9%
Rouen Métropole	Seine-Maritime	↑ 57,4%	↑ 36,9%
Toulouse Haute-Garonne	Haute-Garonne	→ -1,5%	↘ -13,5%
Var	Var	↑ 22,1%	↗ 6,3%
Ensemble CCI métropolitaines		↑ 21,1%	↗ 9,2%
Paris		↑ 65,0%	↑ 32,2%
Autres territoires France métr.		↗ 14,8%	↗ 14,4%



Fin 2021 : le marché du travail raccroche les wagons

Evolution de l'emploi salarié du secteur concurrentiel
Territoires des CCI métropolitaines

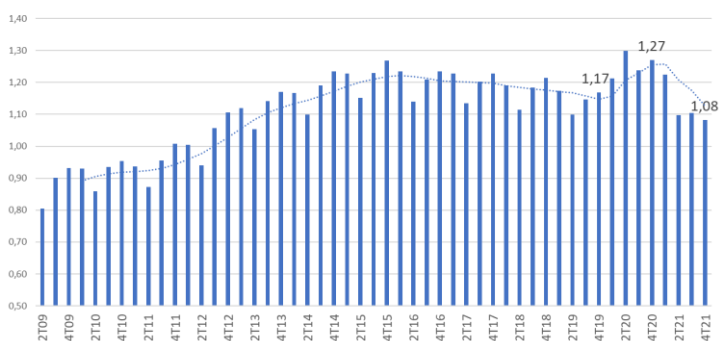
Millions



Demandeurs d'emplois de catégorie A en fin de trimestre

Territoires des CCI métropolitaines

Millions



Source : ACOSS sur données CVS & Pôle Emploi - Données brutes, détail des départements pris en compte en page suivante

Au 1^{er} semestre 2020, les départements des CCI métropolitaines ont connu une perte brutale de plus de 140 000 emplois salariés dans le secteur concurrentiel.

Mais dès le printemps 2021, le rebond observé a permis aux CCI métropolitaines de récupérer leur niveau de la fin 2019 et d'approcher, fin 2021, le niveau tendanciel d'avant crise.

On note ainsi une progression de l'emploi salarié de +4,0% entre le 4^e trimestre 2020 et le 4^e trimestre 2021.

Cette bonne dynamique de l'emploi se répercute sur l'évolution des demandeurs d'emploi : sur 1 an, entre la fin 2020 et la fin 2021, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A recule de 15% sur les départements des CCI métropolitaines, niveau proche de la moyenne nationale, mais avec d'importantes disparités selon les territoires et la composition du tissu économique.

Toutefois, cette baisse ne doit pas masquer la progression de +5,5% du nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C), signe du développement d'une certaine forme de précarité.

Le bilan de l'emploi reste cependant positif, puisque le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi ayant ou non exercé une activité (catégories A, B et C) recule de -7,3% entre la fin 2020 et la fin 2021 sur les territoires des CCI métropolitaines.



2021 : Données détaillées sur l'emploi

Evolution des effectifs salariés entre le 4e trimestre 2020 et le 4e trimestre 2021

			% Evol	Volume
Alsace Eurométropole	Bas-Rhin	↗	3,9%	13 571
Alsace Eurométropole	Haut-Rhin	↗	3,0%	5 698
Bordeaux Gironde	Gironde	↗	5,1%	23 729
Métropole de Bourgogne	Côte-d'Or	→	2,9%	4 166
Métropole de Bourgogne	Saône et Loire	→	2,4%	3 059
Grenoble	Isère	↗	4,2%	14 234
Hérault	Hérault	↗	5,7%	15 968
Ile-et-Vilaine	Ile-et-Vilaine	↗	4,2%	13 307
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Rhône	↗	4,0%	28 458
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Loire	→	2,7%	5 119
Métropolitaine Aix-Marseille-Provence	Bouches-du-Rhône	↗	4,4%	26 742
Métropolitaine Bretagne Ouest	Finistère	↗	3,7%	7 861
Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle	↗	2,9%	4 753
Moselle Métropole Metz	Moselle	↗	3,8%	8 918
Nantes Saint-Nazaire	Loire-Atlantique	↗	4,2%	19 175
Nice Côte d'Azur	Alpes-Maritimes	↗	4,8%	14 270
Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole	Puy-de-Dôme	↗	3,4%	5 661
Rouen Métropole	Seine-Maritime	→	2,6%	8 785
Toulouse Haute-Garonne	Haute-Garonne	↗	3,8%	17 693
Var	Var	↗	4,9%	10 942
Ensemble CCI métropolitaines		↗	4,0%	252 109
Paris		↗	4,8%	67 938
Autres territoires France métr.		↗	3,4%	359 093

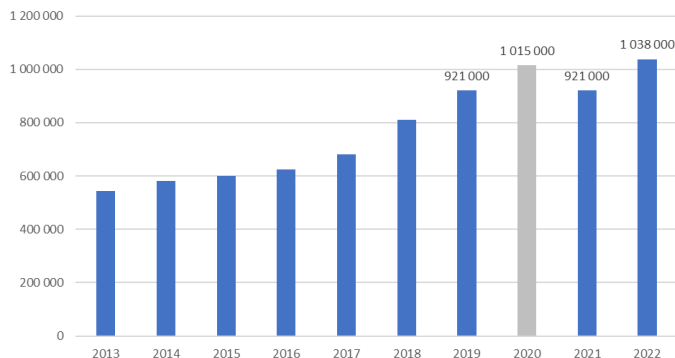
Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois entre la fin décembre 2020 et la fin décembre 2021

			Cat. A	Cat. B&C	Cat. A&B&C		
Alsace Eurométropole	Bas-Rhin	↓	-15,2%	↗	6,6%	↘	-7,0%
Alsace Eurométropole	Haut-Rhin	↓	-15,8%	↑	9,0%	↘	-7,5%
Bordeaux Gironde	Gironde	↓	-15,1%	→	1,5%	↓	-8,5%
Métropole de Bourgogne	Côte-d'Or	↓	-15,3%	↗	6,8%	↘	-5,3%
Métropole de Bourgogne	Saône et Loire	↓	-15,2%	↗	3,3%	↘	-6,6%
Grenoble	Isère	↓	-15,8%	→	2,2%	↓	-8,7%
Hérault	Hérault	↓	-12,2%	↗	6,6%	↘	-6,0%
Ile-et-Vilaine	Ile-et-Vilaine	↓	-22,3%	↑	11,8%	↘	-7,3%
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Rhône	↓	-15,9%	↗	3,8%	↘	-8,6%
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Loire	↓	-13,7%	↗	2,6%	↘	-7,1%
Métropolitaine Aix-Marseille-Provence	Bouches-du-Rhône	↓	-11,1%	↗	7,5%	↘	-5,0%
Métropolitaine Bretagne Ouest	Finistère	↓	-14,1%	↗	3,7%	↘	-6,7%
Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle	↓	-11,6%	→	2,5%	↘	-6,5%
Moselle Métropole Metz	Moselle	↓	-11,6%	↗	6,5%	↘	-5,2%
Nantes Saint-Nazaire	Loire-Atlantique	↓	-18,8%	↗	4,3%	↓	-8,7%
Nice Côte d'Azur	Alpes-Maritimes	↓	-18,4%	↑	12,2%	↓	-9,8%
Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole	Puy-de-Dôme	↓	-14,7%	↗	5,6%	↘	-6,2%
Rouen Métropole	Seine-Maritime	↓	-13,9%	↗	3,4%	↘	-7,1%
Toulouse Haute-Garonne	Haute-Garonne	↓	-15,0%	↗	6,9%	↘	-6,8%
Var	Var	↓	-14,5%	↗	5,0%	↓	-8,4%
Ensemble CCI métropolitaines		↓	-14,8%	↗	5,5%	↘	-7,3%
Paris		↓	-18,3%	↑	11,4%	↓	-9,0%
Autres territoires France métr.		↓	-13,5%	↗	4,9%	↘	-6,7%

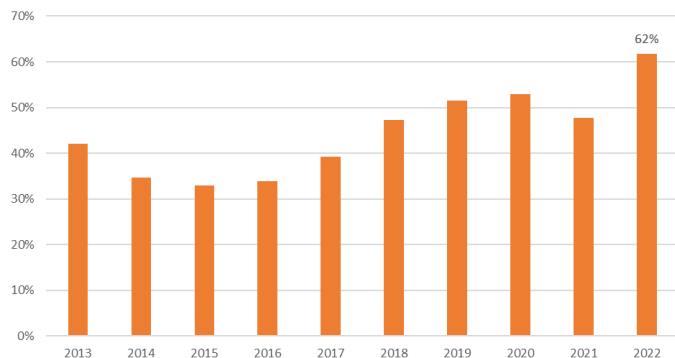


Les indicateurs de recrutement deviennent positifs pour 2022

Nombre de projets de recrutement (BMO)
Départements des CCI métropolitaines



Evolution du % de projets jugés difficiles
Départements des CCI métropolitaines



Chaque année, Pôle emploi réalise auprès de 420 000 établissements nationaux, l'enquête Besoins en Main d'Œuvre (BMO). Cette enquête montre que pour les entreprises des départements des CCI métropolitaines, plus de 1 million de projets de recrutement sont anticipés pour l'année 2022, soit +13% d'intentions d'embauche par rapport à 2021 (+117 000). Mais les difficultés à recruter suivent la même tendance : 62% des projets (un niveau record) sont jugés difficiles pour les employeurs.

Pour l'ensemble des départements des CCI métropolitaines, les volumes les plus importants de recrutements sont :

- Saisonniers, liés à l'agriculture, 43 900 projets de viticulteurs, arboriculteurs salariés, 20 600 d'agriculteurs salariés ;
- Liés au tourisme : 41 000 serveurs, 37 500 aides et apprentis, employés polyvalents de la restauration, 22 300 cuisiniers, 17 100 employés de l'hôtellerie.

Des difficultés de recrutements sont anticipées dans de nombreux métiers, par exemple dans :

- la construction : couvreurs, charpentiers, menuisiers ;
- le sanitaire et social : aide à domicile, les infirmiers, aides-soignants ;
- le numérique : ingénieurs et cadres d'étude, R&D en informatique, chefs de projets informatiques ;
- la logistique : conducteurs routiers, ouvriers de la manutention... ;
- La restauration...

A noter : si ces chiffres sont le reflet d'une dynamique encore bien présente début 2022, l'intervention en Ukraine pourrait toutefois rendre une partie de ces prévisions caduques.



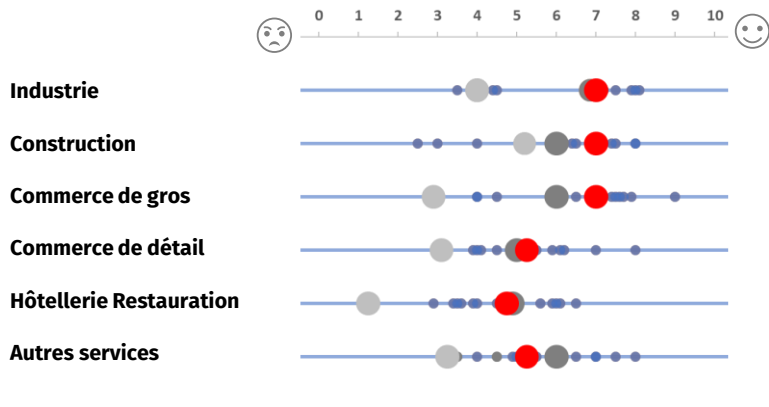
Données détaillées sur les Besoins de Main d'Oeuvre

Projets de recrutements 2022 (BMO)

		Projets	% difficiles	volumes 2018-2022
Alsace Eurométropole	Bas-Rhin	49 320	59%	
Alsace Eurométropole	Haut-Rhin	27 330	58%	
Bordeaux Gironde	Gironde	98 460	69%	
Métropole de Bourgogne	Côte-d'Or	26 200	60%	
Métropole de Bourgogne	Saône et Loire	22 040	57%	
Grenoble	Isère	51 450	63%	
Hérault	Hérault	57 910	52%	
Ille-et-Vilaine	Ille-et-Vilaine	50 880	66%	
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Rhône	97 100	61%	
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Loire	24 520	63%	
Métropolitaine Aix-Marseille-Provence	Bouches-du-Rhône	108 450	59%	
Métropolitaine Bretagne Ouest	Finistère	45 110	63%	
Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle	25 110	62%	
Moselle Métropole Metz	Moselle	32 480	69%	
Nantes Saint-Nazaire	Loire-Atlantique	77 040	66%	
Nice Côte d'Azur	Alpes-Maritimes	61 720	56%	
Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole	Puy-de-Dôme	24 920	63%	
Rouen Métropole	Seine-Maritime	43 590	62%	
Toulouse Haute-Garonne	Haute-Garonne	56 410	60%	
Var	Var	57 710	63%	
Ensemble CCI métropolitaines		1 038 000	62%	
Paris		160 910	43%	
Autres territoires France métro.		2 827 730	62%	



Quel est l'état d'esprit des chefs d'entreprise ?



Échelle de 0 : très inquiets à 10 très optimistes.

Note de lecture : Chaque point bleu représente le positionnement de chaque CCI métropolitaine, un décalage a été introduit pour les réponses identiques.

Le point médian au 2^e semestre 2021 est en rouge ; Le point gris foncé donne la valeur du 1^{er} semestre 2021 et le point gris clair la valeur de référence 2020.

Après la forte amélioration de l'indicateur d'optimisme des chefs d'entreprise observée au 1^{er} semestre, le niveau perçu par les CCI métropolitaines progresse ou se consolide dans la quasi-totalité des secteurs.

Le secteur de l'hôtellerie-restauration reste le moins « optimiste » car le plus impacté par la pandémie, en particulier dans les territoires qui ont le plus souffert de la crise sanitaire.

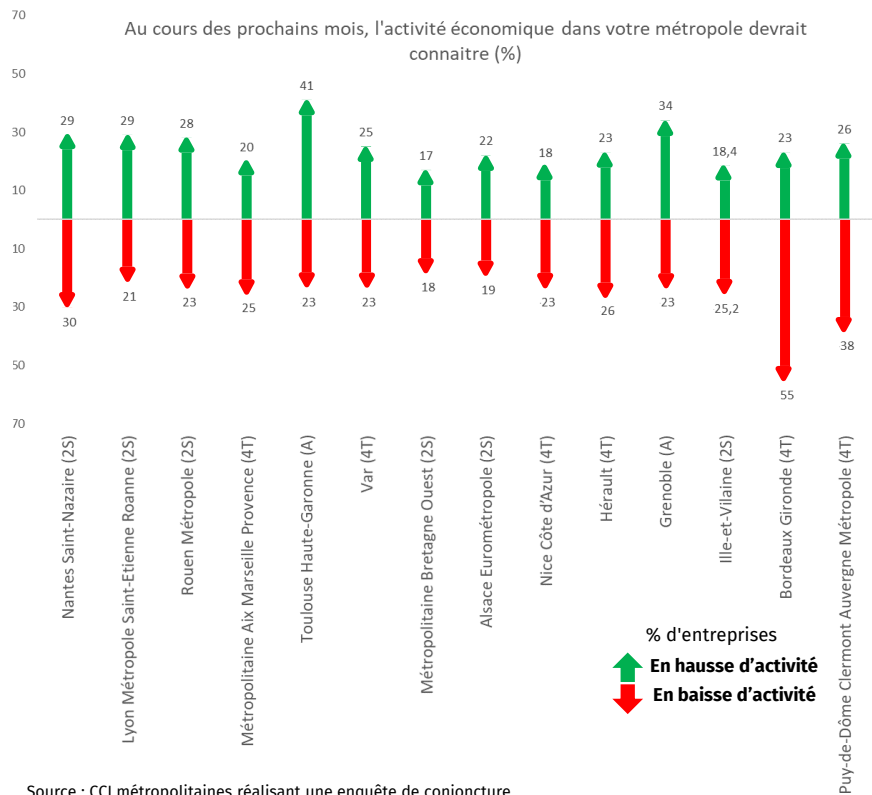
Deux secteurs progressent sur cet indicateur : la construction et le commerce de gros.

Début 2022, l'économie des territoires des CCI métropolitaines affichait des conditions d'activité étonnamment solides après deux années de crise sanitaire. Mais le 24 février, une partie de cette confiance a été sapée par l'invasion de l'Ukraine.

À date de rédaction (avril 2022), la mise en place d'un cessez-le-feu n'est pas à l'ordre du jour et en seulement quelques semaines, les perspectives se sont considérablement assombries.



Début 2022 : une dynamique qui devait rester positive – 2/2



Par rapport au 1^{er} semestre 2021, les chefs d'entreprise montrent une certaine prudence, avec, selon les territoires des CCI métropolitaines, de 17% à 41% des chefs d'entreprise interrogés qui anticipent une progression de leur activité (dernière enquête de conjoncture).

Concernant l'impact de la crise sur l'emploi, les chefs d'entreprise anticipent une hausse ou à défaut une stabilité des effectifs. Les anticipations sont donc plus positives qu'au 1^{er} semestre.



Guerre en Ukraine : des liens directs peu importants

Pour l'ensemble des départements des CCI métropolitaines, moins de 200 entreprises ayant une filiale ou un actionnaire dans l'un des trois principaux pays belligérants (Ukraine, Russie, Biélorussie) ont été identifiées.

Au niveau des échanges de biens avec ces pays, 6,9 milliards d'euros d'importations et 3,5 milliards d'euros d'exportations de biens ont été comptabilisés en 2021, soit respectivement 3% des importations et 2% des exportations globales des CCI métropolitaines.

Entreprises ayant, en Ukraine, Russie ou Biélorussie :

		Un actionnaire	Une filiale
	Alsace Eurométropole	4	7
	Alsace Eurométropole	0	4
	Bordeaux Gironde	6	6
	Métropole de Bourgogne	0	3
	Métropole de Bourgogne	0	1
	Grenoble	2	4
	Hérault	1	1
	Ille-et-Vilaine	1	6
	Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	4	24
	Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	1	7
	Métropolitaine Aix Marseille Provence	7	19
	Métropolitaine Bretagne Ouest	0	1
	Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle	1	0
	Moselle Métropole Metz	0	5
	Nantes Saint-Nazaire	2	7
	Nice Côte d'Azur	23	3
	Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole	0	8
	Rouen Métropole	3	6
	Toulouse Haute-Garonne	3	11
	Var	0	0
Ensemble CCI métropolitaines		58	123
Paris		41	137
Autres territoires France métro.		76	337

Echanges de biens en valeur en 2021 avec L'Ukraine, la Russie et la Biélorussie

		Importations (M€)	Exportations
	Alsace Eurométropole	22,8	309,3
	Alsace Eurométropole	129,4	212,0
	Bordeaux Gironde	711,3	51,5
	Métropole de Bourgogne	4,4	18,4
	Métropole de Bourgogne	33,4	29,6
	Grenoble	32,6	201,9
	Hérault	3,6	16,7
	Ille-et-Vilaine	40,4	46,4
	Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	111,0	231,6
	Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	17,9	75,7
	Métropolitaine Aix Marseille Provence	487,9	122,2
	Métropolitaine Bretagne Ouest	291,1	19,7
	Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle	13,2	40,4
	Moselle Métropole Metz	66,6	80,2
	Nantes Saint-Nazaire	1 976,5	120,2
	Nice Côte d'Azur	6,0	89,3
	Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole	24,7	54,7
	Rouen Métropole	2 901,2	233,8
	Toulouse Haute-Garonne	36,0	1 401,1
	Var	3,0	147,8
Ensemble CCI métropolitaines		6 913	3 502
Paris		79,4	166,3
Autres territoires France métro.		3 758,9	4 159,0



Un secteur industriel vulnérable à la hausse du prix de l'énergie

consommation énergétique par emploi

Consommation énergétique dans l'industrie en MWh en 2020

Alsace Eurométropole	Bas-Rhin	2 935 708
Alsace Eurométropole	Haut-Rhin	2 180 479
Bordeaux Gironde	Gironde	1 578 709
Côte-d'Or Dijon Métropole	Côte-d'Or	774 741
Grenoble	Isère	4 133 538
Hérault	Hérault	536 723
Ille-et-Vilaine	Ille-et-Vilaine	1 606 803
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Rhône	2 679 346
Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne	Loire	1 399 107
Métropolitaine Aix Marseille Provence	Bouches-du-Rhône	6 411 428
Métropolitaine Bretagne Ouest	Finistère	1 281 470
Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle	1 888 837
Moselle Métropole Metz	Moselle	2 864 570
Nantes Saint-Nazaire	Loire-Atlantique	2 288 185
Nice Côte d'Azur	Alpes-Maritimes	595 606
Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole	Puy-de-Dôme	1 325 230
Rouen Métropole	Seine-Maritime	4 922 882
Toulouse Haute-Garonne	Haute-Garonne	1 306 627
Var	Var	538 566

Ensemble CCI métropolitaines

Paris	484 422
Autres territoires France métro.	188 562 045

Electricité

2 935 708
2 180 479
1 578 709
774 741
4 133 538
536 723
1 606 803
2 679 346
1 399 107
6 411 428
1 281 470
1 888 837
2 864 570
2 288 185
595 606
1 325 230
4 922 882
1 306 627
538 566

Gaz

3 975 439
9 678 076
2 089 153
798 769
3 763 566
460 415
1 585 181
4 383 758
1 898 261
28 731 291
2 274 990
9 944 307
7 515 014
8 128 608
303 896
1 508 741
21 031 522
1 160 374
136 307

Consommation par salarié

96,1
258,6
65,3
62,5
99,5
41,3
57,9
67,8
70,7
472,1
86,4
463,5
214,7
138,7
32,0
71,6
380,7
31,4
32,5

1er secteur consommateur hors énergie*

Industries alimentaires	96,1
Industrie chimique	258,6
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	65,3
Métallurgie	62,5
Industrie chimique	99,5
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	41,3
Industries alimentaires	57,9
Industrie chimique	67,8
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	70,7
Industrie chimique	472,1
Industries alimentaires	86,4
Métallurgie	463,5
Métallurgie	214,7
Industries alimentaires	138,7
Industrie chimique	32,0
Métallurgie	71,6
Industrie chimique	380,7
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	31,4
Fabrication d'autres matériels de transport	32,5



Rouen Métropole

Après le fort rebond observé début 2021, l'économie semble se stabiliser. 32% des entreprises de la Métropole estiment avoir connu un meilleur semestre que le précédent.

Au niveau des indicateurs clés, le chiffre d'affaires, les investissements, le panier moyen de client et les effectifs se sont également stabilisés et ont retrouvé les ordres de grandeurs d'avant crise. Néanmoins les marges et la trésorerie sont très impactées, et se sont même aggravées durant le semestre. Cette aggravation est liée aux remboursements des dettes contractées lors de la 1^{ère} vague pandémique, mais également à l'inflation (énergie, matières premières) qui pousse les entreprises à écraser leurs marges. De grandes différences sectorielles existent : alors que les entreprises du BtoB ont retrouvé un rythme soutenu d'activité, les entreprises du BtoC ont vécu de plein fouet les restrictions liées à la 5^{ème} vague au mois de décembre, et peinent à retrouver une pleine activité.

Pour les perspectives, les entreprises sont globalement optimistes, mais de manière plus modérée que les semestres précédents. En effet même si 68% des entreprises du territoire se déclarent confiantes, les différences sectorielles observées précédemment se retrouvent pour le prochain semestre.

Pour les indicateurs, les perspectives sur les marges et la trésorerie sont également peu optimistes. Ces conclusions mettent en avant les nouvelles difficultés auxquelles font face les entreprises depuis quelques mois, à savoir la forte inflation de l'énergie et des matières premières, mais également les effets secondaires de la crise, les problèmes d'approvisionnement ressentis par 33% des entreprises de la métropole, les problèmes de recrutement mis en avant par 27% d'entre eux.

<https://www.rouen-metropole.cci.fr/>

Grand Nancy Métropole Meurthe-et-Moselle

Bon niveau d'activité dans de nombreux secteurs d'activité : industrie, BTP, hôtellerie et services. D'autres secteurs connaissent encore plus de difficultés : culture, événementiel où la reprise est plus timide. Beaucoup de secteurs rencontrent des difficultés de recrutement sur des métiers techniques (industrie/BTP), et des postes où le temps de travail journalier est coupé (restauration, services à la personne ...).

<https://www.nancy.cci.fr/>

Nantes Saint-Nazaire

Le 2^e semestre 2021 est dans la même dynamique que le 1^{er} semestre 2021, la reprise de l'activité se poursuit avec une amélioration constante de la situation économique. Certains secteurs profitent particulièrement de cette embellie : la construction et l'industrie notamment.

Malgré un optimisme des chefs d'entreprise lors de l'enquête de janvier 2022 (7 entreprises sur 10 disent anticiper une stabilité ou une hausse de leur chiffre d'affaires au cours des trois prochains mois), les perspectives sont moins favorables pour certains secteurs du commerce et des services aux particuliers et surtout pour les CHR, qui anticipent une baisse de leur chiffre d'affaires. Ces secteurs ont notablement souffert des différentes mesures sanitaires depuis ces 2 dernières années.

À noter des problématiques qui se maintiennent : les difficultés de recrutement pour les métiers où la situation était déjà tendue avant la crise sanitaire; la hausse des coûts et l'approvisionnement de matières premières qui restent des sujets d'incertitude et de préoccupation majeurs, surtout avec l'impact de la crise ukrainienne de ce début d'année 2022.

<https://nantesstnazaire.cci.fr/>

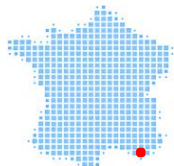
Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne

Au 2^e semestre 2021, l'état d'esprit des chefs d'entreprise est en nette amélioration, porté notamment par la reprise de l'activité économique.

Toutefois, les dirigeants restent prudents quant aux prévisions. Les hausses des prix des matières premières et les difficultés à recruter pèsent sur la dynamique économique.

La reprise de l'activité est moins marquée dans certains secteurs, notamment dans le commerce et l'hôtellerie - restauration qui montrent de nouveau des signes de fragilité (faible niveau de trésorerie, baisse de la fréquentation, difficultés de recrutement...).

<https://www.lyon-metropole.cci.fr/>



Var

Malgré les doutes qui pouvaient habiter les chefs d'entreprise au trimestre précédent, l'économie varoise fait montre de solidité face aux vents contraires : difficultés d'approvisionnement, de recrutement, résurgence du risque sanitaire avec la diffusion des variants Delta puis Omicron.

Pour ce dernier trimestre de l'année 2021, 36% des chefs d'entreprise constatent une hausse de leur activité, contre 20% un recul. Le solde d'opinion reste donc à un niveau élevé (+16 pts). En termes d'activité, le commerce de gros et l'industrie sont les secteurs les plus positifs, avec plus de 40% des entreprises qui indiquent une progression.

2021 se conclut donc de façon positive, confirmant le rebond de notre économie après la chute historique enregistrée l'année précédente : 4/5 des chefs d'entreprise de notre panel ont enregistré en 2021 un chiffre d'affaires supérieur ou égal à celui observé en 2020 ; 1 sur 2 a retrouvé un CA supérieur ou égal à celui observé en 2019.

Et pour 2022 ?

Toujours de la prudence, surtout pour le début d'année, comme en témoigne le recul de l'indicateur portant sur l'activité future.

<https://www.var.cci.fr/>



Métropolitaine Aix-Marseille-Provence

Une reprise entravée par le manque de visibilité

Après une année 2020 qui a enregistré une chute d'activité historique, l'année 2021 a connu un très fort rebond et ce, pour tous les secteurs d'activité. Toutefois, par rapport aux reculs observés entre 2019 et 2020, on constate que si l'industrie, la construction et le commerce de gros ont, en moyenne, retrouvé un niveau d'avant crise, voire progressé ; le commerce de détail et les services hors HCR sont en phase de rattrapage et les HCR sont toujours pénalisés.

En fin d'année, l'activité tend à ralentir même si le nombre d'entreprises déclarant une hausse d'activité (33%) reste supérieur à celui des entreprises déclarant une baisse (26%), surtout dans l'industrie et les services hors HCR.

Pour 2022, les prévisions d'activité replongent dans le rouge, témoignant de la prudence des chefs d'entreprise, dans un contexte en manque de visibilité.

<https://www.cciamp.com/>



Alsace Eurométropole

La situation est contrastée. Les chefs d'entreprise ont le sentiment de ne pas disposer des marges de manœuvre et de la visibilité permettant un pilotage efficace de leur activité. Néanmoins, ils voyaient pour la plupart d'entre eux la situation s'améliorer, même si le retour à la normale n'était pas encore effectif pour les services et les CHR.

Les indicateurs financiers étaient plutôt bons en fin d'année 2021. Mais les indicateurs qui consolident l'avenir (carnets de commandes et investissements) sont encore fragiles.

Ces éléments sont cependant en cours d'évolution rapide avec les impacts macro-économiques de la crise ukrainienne.

<https://www.alsace-eurometropole.cci.fr/>

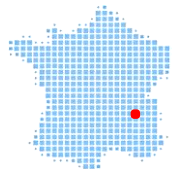


Bordeaux Gironde

La situation au 4^e trimestre 2021 apparaît très hétérogène en fonction des secteurs d'activité, en raison de craintes sur la situation sanitaire et de l'inflation sur les matières premières et l'énergie :

- L'industrie conclut l'année avec des résultats favorables. L'indicateur de chiffre d'affaires redevient positif et les chefs d'entreprise font preuve d'optimisme pour le début de l'année, même si la hausse du prix de l'énergie et de certaines matières premières pénalise les marges.
- Après un 3^e trimestre positif, le BTP enregistre un ralentissement de son activité en raison de carnets de commandes moins remplis. Pour autant, cette fin d'année en demi-teinte n'entache pas l'optimisme des dirigeants pour l'avenir.
- Les commerçants ont également maintenu un niveau d'activité satisfaisant malgré des marges toujours contractées et une trésorerie tendue. Néanmoins, la détérioration de la situation sanitaire et la mise en place de nouvelles mesures (comme le retour du télétravail) laissent craindre aux dirigeants un début d'année compliqué.
- Les activités de service et l'hôtellerie restauration ont connu des difficultés importantes ce trimestre avec une forte dégradation de l'indicateur de chiffre d'affaires, une contraction des marges et une trésorerie tendue. Les dirigeants ne sont pas sereins concernant le début d'année.

<https://www.bordeauxgironde.cci.fr/>



Métropolitaine de Grenoble

Une activité soutenue en 2021 malgré les aléas sanitaires et des perspectives 2022 prudentes.

L'année 2021 s'achève sur des résultats positifs en région grenobloise. L'économie locale a retrouvé des couleurs dès lors que les conditions sanitaires ont été meilleures : hausse des chiffres d'affaires et des investissements des entreprises, record des créations d'entreprises, niveau historiquement bas des défaillances d'entreprises, croissance de l'emploi et baisse du chômage. Ce bilan favorable atteste globalement des fondamentaux solides de l'économie grenobloise, même si des motifs d'inquiétude persistent : des secteurs restent durablement touchés (CHR, événementiel) et les pénuries de main d'œuvre, difficultés d'approvisionnement et envolée des prix continuent.

En début d'année, les perspectives pour 2022 sont optimistes pour l'activité, bien qu'altérées aujourd'hui par un contexte international incertain lié aux événements russo-ukrainiens. La croissance du PIB mondial, annoncée à 4,9% et celle de la France, à 3,6%, devraient être revues à la baisse. Mais la région grenobloise dispose de nombreux atouts parmi lesquels Grenoble élue capitale verte européenne 2022, une économie innovante, Grenoble dans le TOP 50 mondial des villes propices à l'innovation et une économie résiliente, dans le TOP 3 des grandes métropoles attractives.

<https://www.grenoble.cci.fr/>

Nice Côte d'Azur

Au second semestre 2021, l'activité des entreprises de la MNCA a rattrapé le niveau de 2019. Cependant, interrogés sur leur confiance en l'économie, les chefs d'entreprise montrent de l'incertitude liée aux facteurs externes à leur entreprise.

Si entre 80% et 90% des entreprises étaient inquiètes pour l'économie l'an dernier, elles sont aujourd'hui au maximum 58%. Malheureusement, la guerre en Ukraine aura un impact significatif sur le niveau de confiance des professionnels et renforcera la fragilité de certains secteurs avec un risque d'inflation important. Le prix de l'énergie et de certaines céréales conduira les dirigeants à devoir faire des choix entre la répercussion des coûts ou la diminution de leur marge à court terme.

<https://www.cote-azur.cci.fr/>



Métropole de Bourgogne

Après une courte période de forte reprise, nous sommes de nouveau entrés dans une phase d'incertitude profonde liée à la situation géopolitique en Ukraine et à son impact sur l'économie mondiale. Les perspectives pour 2022 sont incertaines et très variables selon les secteurs d'activité. Des impacts de la crise Ukrainienne sont déjà perceptibles : hausse de prix de l'énergie et des matières premières, répercussions sur les prix de vente, inflation, perte de pouvoir d'achat...

Certains secteurs déjà fortement impactés par la crise sanitaire risquent d'être aussi très touchés par cette nouvelle situation, notamment les secteurs dits « non essentiels » (loisirs, culture, tourisme, événementiel...) du fait de la perte de pouvoir d'achat et de l'avenir incertain.

<https://www.cotedor.cci.fr/>

Toulouse Haute-Garonne

2021 est synonyme de reprise généralisée en Haute-Garonne. Le rebond significatif de +7,3% profite à tous les secteurs et aux entreprises de toutes tailles, mais reste freiné par les conséquences de la crise sur la filière aéronautique et par le déficit du tourisme d'affaires.

Cette dynamique positive n'efface pas l'intégralité du déficit d'activité de 2020. Le rattrapage s'opère progressivement et les prévisions de croissance de +5,9% restent prudentes pour 2022. Trois années seront nécessaires pour retrouver les niveaux d'activité d'avant crise. Les chefs d'entreprise se montrent optimistes, confortés par des situations financières saines et des carnets de commande revigorés. Ils font toutefois face à des hausses de prix, des problèmes d'approvisionnement ainsi qu'à des tensions de recrutement. La bonne nouvelle provient de l'emploi qui se reconstitue. Les intentions d'embauche renforcent cette dynamique à hauteur de +3,5% pour 2022.

<https://www.toulouse.cci.fr/>





Métropolitaine Bretagne-ouest Brest

Au 2^e semestre 2021, les indicateurs d'activité des entreprises du bassin de Brest retrouvent des niveaux observés avant le début de la crise sanitaire. En effet, 37% des chefs d'entreprise ont pu constater une hausse de leurs activités, un niveau qui n'avait pas été atteint depuis le second semestre 2019. Les indicateurs qui concernent la rentabilité, le nombre de salariés ou encore l'investissement continuent également de s'améliorer. Toutefois, les perspectives sont plus incertaines. Interrogés début décembre 2021, les entrepreneurs semblent redouter l'arrivée de prochaines vagues de Covid et l'arrêt progressif des aides de l'État.
<https://www.bretagne-ouest.cci.bzh/>



Ile-et-Vilaine

L'activité des entreprises d'Ile-et-Vilaine se consolide au second semestre 2021, après le trou d'air historique de 2020. La situation est particulièrement favorable pour l'industrie et le BTP, quand le commerce et les services sont toujours impactés par les effets de la crise sanitaire. Cette reprise générale s'accompagne de difficultés d'approvisionnement et de hausses du coût des intrants. De nombreuses entreprises envisagent de les répercuter à leurs clients pour préserver la rentabilité.
<https://www.ille-et-vilaine.cci.fr/>



Hérault

2021 a été une année de reprise et de rebond plus ou moins poussive selon les secteurs d'activité. En effet, la crise a continué de toucher des secteurs comme celui des CHR et de l'événementiel. La visibilité des entreprises a été diminuée par le retour du Covid en fin d'année. La dynamique observée a plus été une récupération d'activité qu'une réelle croissance. La prudence des chefs d'entreprise traduit également cette situation. Malgré une dynamique de l'emploi qui s'inscrit positivement sur la durée, les tensions sur les matières premières, tant au niveau des prix et que de l'approvisionnement, ainsi que la problématique du recrutement sont au cœur des préoccupations, afin de pouvoir maintenir l'activité en 2022.
<https://herault.cci.fr/>



Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole

Un élan brisé !
Après des mois difficiles liés à la pandémie, les signaux étaient repassés au vert : reprise de l'activité, bonne tenue de la consommation, dynamisme du marché du travail... Certes les difficultés d'approvisionnement et de recrutement freinaient le rythme de développement des entreprises et l'envie était bridée par la réalité et, même si cela se traduisait par des effets inflationnistes, la tendance haussière semblait enclenchée. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine est venu briser cet élan. La tension s'est immiscée dans tous les domaines : les approvisionnements, les prix de l'énergie et des matières premières, le pouvoir d'achat et le moral des consommateurs. Quel que soit le secteur d'activité, où que l'on soit implanté, les impacts sont déjà présents, touchant chacun à différents degrés, mais sans exception. Difficile dans ces conditions de se projeter pour les entreprises qui devront encore faire preuve de résilience, d'innovation et d'agilité pour surmonter cette situation.
<https://www.puy-de-dome.cci.fr/>



2022 : Inflation et incertitudes au menu

La sortie de la crise « Covid »

- Gérer les remboursements des PGE qui pourraient mettre des entreprises viables en difficulté
- Continuer de soutenir de façon ciblée, les entreprises les plus touchées
- Accompagner la disparition progressive des dispositifs d'aide aux entreprises en local, au régional ou au national.

Les crises se superposent et nécessitent une gestion dans la durée

- Sécuriser la disponibilité des approvisionnements
- Stabiliser les prix des matières premières et de l'énergie
- Gérer le risque logistique.

Maintenir la confiance

- Attention au choc de confiance, l'incertitude, même non fondée, peut peser sérieusement sur la reprise
- Accompagner les entreprises face aux crises.

Préparer l'avenir

- Mobiliser la main d'œuvre, anticiper le mur démographique
- Former les talents de demain, adapter les talents d'aujourd'hui au nouvel environnement
- Accélérer la transformation des entreprises en matière de numérique et de développement durable
- Soutenir l'investissement, l'innovation et l'industrialisation dans les territoires
- Amplifier les engagements financiers de l'Etat (Plan de Relance) dans les projets d'investissements industriels.

Les métropoles comme locomotive du rebond

- Renforcer l'attractivité économique et touristique et permettre le rayonnement métropolitain sur un plan européen et mondial
- Jouer la carte de la solidarité avec l'ensemble des territoires environnants
- Améliorer la connexion des métropoles au reste du monde
- Gagner le défi de l'innovation, accélératrice de croissance et d'emploi
- Jouer « groupé » à l'international.



CCI METROPOLITAINES
Association des CCI Métropolitaines

